



AMBASSADE DE SUISSE

an								a/a
PAU								
Visa								
EDA								
Ref. p. A. 21. 31.								

R.P. No 19 / ZI/ab

Paris, le 13 mai 1981

Lendemain d'élection

L'affrontement Giscard-Chirac - qui a pesé d'un poids si lourd sur la fin du dernier septennat et contribué à l'élection de François Mitterrand - a tout à la fois des racines historiques et des motivations plus immédiates. Ce conflit est-il de nature à influencer l'avenir politique de la France ? Il vaut la peine d'y revenir encore une fois.

## I

L'UDF et le RPR s'inscrivent dans deux traditions historiques différentes. D'un côté se trouve le grand courant libéral, qui fut un temps l'orléanisme (par référence à Louis-Philippe). De l'autre, se distingue le mouvement bonapartiste, dont le gaullisme a été l'héritier. Le premier est de type parlementaire; le second, de nature autoritaire, incline vers un régime plébiscitaire. Enfin, les uns s'appuient volontiers sur les notables; les autres préconisent plutôt l'appel au peuple.

Ici s'arrêtent les références historiques. Leur rappel était utile, quand on se souvient de leur importance dans la mentalité et la vie publique françaises et, de toute manière, il est intéressant de relever que la ligne de clivage qui sépare les deux groupes ne date pas d'aujourd'hui.

## II

Si l'on passe à présent à l'aspect contemporain des choses, une première remarque vient à l'esprit : en instituant une structure bicéphale du pouvoir exécutif, la Constitution de la Ve République - si elle n'organise pas

- 2 -

délibérément la compétition à la tête de l'Etat - en accroît incontestablement les risques. Son texte est à tout le moins ambigu : tandis que "le Président de la République assure par son arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics, ainsi que la continuité de l'Etat (article 5), le gouvernement (dont le Premier Ministre dirige l'action) détermine et conduit la politique de la Nation (article 20)". Autre source potentielle de conflit : le Président, qui nomme le Premier Ministre, n'a pas la compétence de le révoquer. L'opposition qui peut s'ensuivre risque de devenir d'autant plus aiguë si le Premier Ministre peut s'appuyer sur une majorité parlementaire.

Le fait est que la vie des "couples" Elysée-Matignon s'est rarement déroulée sans trouble : qu'on se souvienne de l'opposition de Gaulle-Debré sur l'Algérie; de la rivalité finale du Général et de Georges Pompidou; du conflit entre ce dernier et M. Chaban-Delmas, pour aboutir enfin au duel Giscard-Chirac.

### III

Il faut donc en revenir à ce dernier aspect, irritant, du problème. Irritant parce qu'en dépit des références historiques rappelées plus haut, il s'agit moins d'une opposition fondamentale sur les programmes, et encore moins sur les idées, que du heurt de deux tempéraments. D'un côté, le Président de la République sortant, personnage dont l'aspect extérieur glacé dissimule tant bien que mal une sensibilité, une hypersensibilité exacerbée, culminant dans ce que les psychologues appellent l'hypertrophie du moi, qui en est arrivé, notamment sur le plan protocolaire, à prendre des formes pour le moins déconcertantes. D'autre part, un homme entier, tout d'une pièce, au contact facile et chaleureux, aux idées simples, même parfois un peu courtes, mais surtout - c'est le défaut de sa cuirasse - au tempérament impulsif, ce qui, dans le passé, l'a exposé à des gestes et à des propos excessifs et regrettables (je pense notamment à l'appel de Cochin). Ce contraste dans le caractère et les attitudes s'est trouvé naturellement aiguë par la rivalité des deux ambitions insatiables.

- 3 -

## IV

Un tel conflit, latent, puis ouvert, a été - est-il besoin de le souligner encore - poussé à son paroxysme par le déroulement, puis par l'issue de la campagne électorale. Désireux de se démarquer au maximum du Président sortant, M. Jacques Chirac s'est livré à une campagne virulente et, encore une fois, d'autant plus acerbe que son programme ne se différenciait pas fondamentalement de celui de son rival et qu'ils s'adressaient l'un et l'autre presque au même électorat. De toute façon, le ton de cette offensive rendait - je l'ai souligné maintes fois - très aléatoire un éventuel report des voix au second tour (pour négocier un virage à 180° il faut plus que quelques jours). Mais, enfin, les observateurs politiques s'attendaient cependant à ce que, soucieux de son propre avenir, M. Chirac lance un appel vigoureux en faveur d'un ralliement au président sortant et ce, "pour barrer la voie à une majorité socialo-communiste". Or, il n'en fut rien : du bout des lèvres et comme à contrecœur, le Président du RPR indiqua, au lendemain du premier tour, qu'à titre personnel il ne pourrait pas faire autrement que de voter au second pour VGE, mais que ses électeurs étaient, eux, libres d'agir selon leur conscience. Revenant sur la question, M. Chirac parla bien ensuite de la nécessité de faire échec à M. Mitterrand, mais sans la moindre chaleur et surtout sans même prononcer le nom de M. Giscard d'Estaing...

## V

Le résultat et ses conséquences sont là : privé d'une partie importante de l'électorat chiraquo-gaulliste, le président sortant a mordu la poussière. Sans plus tarder il en a fait porter la responsabilité première à M. Chirac, allant même jusqu'à accuser son ancien Premier Ministre de "trahison préméditée" ! Ce combat singulier dressant les deux hommes l'un contre l'autre va-t-il encore longtemps peser sur la conjoncture politique française et influencera-t-il la nouvelle campagne électorale qui s'annonce ? Une chose devient de plus en plus évidente en tout cas : les militants des deux formations UDF-RPR - et plus encore les parlementaires, soucieux de leur réélection - éprouvent une

- 4 -

lassitude et une irritation croissante à l'égard de ce combat de chefs. Il y a, de la part des partisans de VGE, un net désaveu à l'égard de leur ancien leader, qui se trouve ni plus ni moins mis sur la touche.

La tentative de replâtrage, à laquelle on assiste au sein de l'ancienne majorité, permettra-t-elle de redresser la barre lors de la prochaine consultation? Cela demeure très problématique, d'autant plus que la dynamique du succès joue en faveur de l'autre camp, qui met tout en oeuvre pour remporter dans la foulée des présidentielles les futures législatives. On assiste même à un ralliement à M. Mitterrand de certains éléments du centre gauche, partisans du renouveau et de l'alternance à moindres risques. Si cette évolution venait à se confirmer, elle serait des plus bénéfique, car elle libérerait le président élu de l'hypothèque communiste, ombre redoutable sur le nouveau paysage politique français.

L'Ambassadeur de Suisse :

  
(Ziegler)